

ROYALISTE

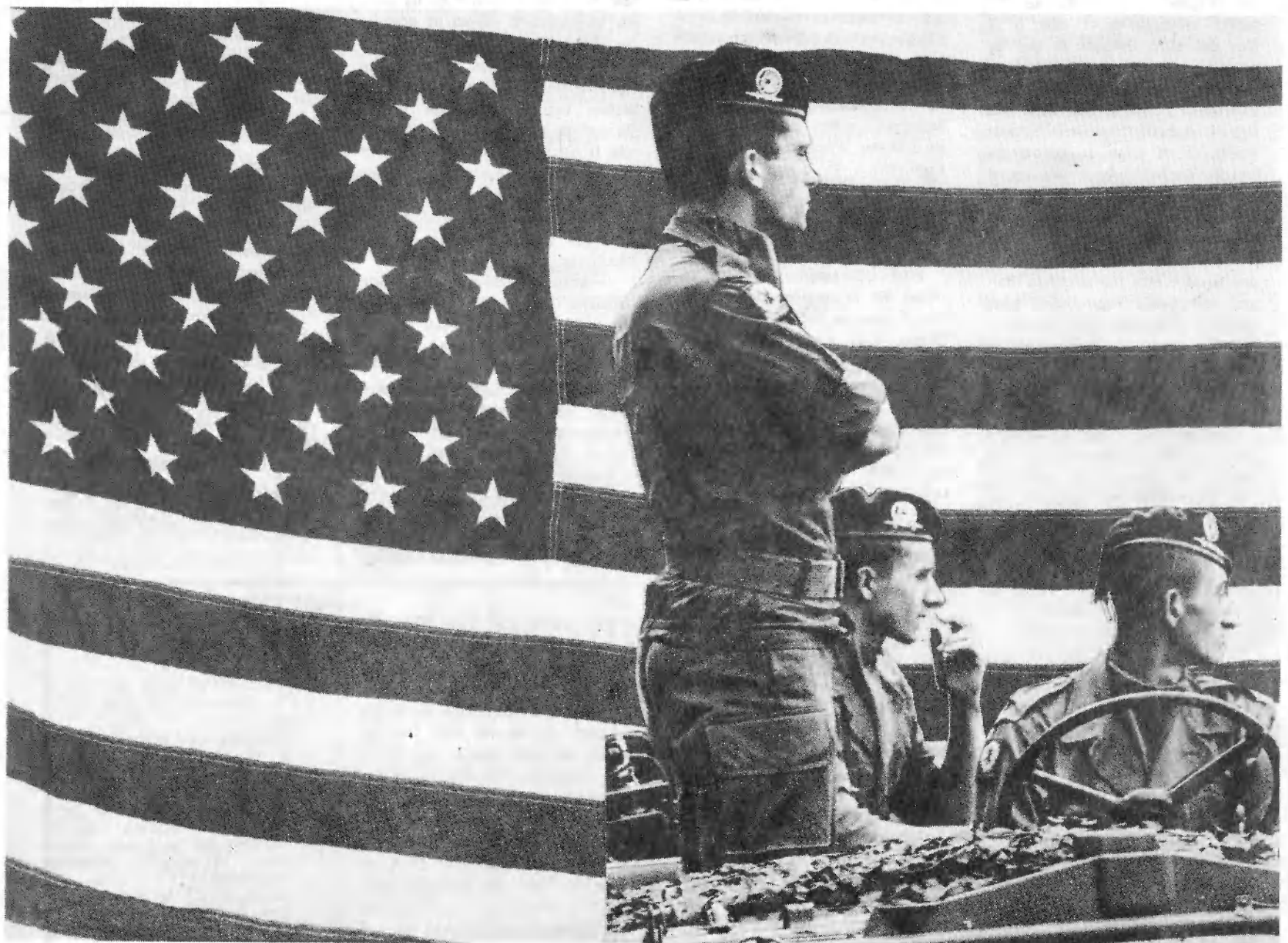
BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique : Bertrand Renouvin

1^{er} JUIN AU 14 JUIN 1978

8^e ANNÉE — N° 272 — 4,00 F

mourir pour washington



LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE — 17, RUE DES PETITS-CHAMPS — 75001 PARIS

la monarchie en question.

Ainsi, depuis que M. Giscard d'Estaing a reçu à l'Élysée François Mitterrand et Georges Marchais il paraît que nous sommes... en monarchie ! Telle est l'idée géniale lancée par un nouveau philosophe en rupture de ban, et reprise par les sur-doués qui animent le Figaro-dimanche.

Cela donne, dans le numéro du 6 mai, ce morceau de bravoure de Jean-Marie Benoist :

Le pays a semblé réceptif au fait que le président soit apparu comme une figure au-dessus des querelles partisans, au-dessus de ce que Rousseau appelle les brigues, c'est-à-dire les intérêts particuliers et cela à la fois par son discours et par sa personne, se plaçant par la même en une position de légitimité. Légitimité qui a été celle de son discours de Carpentras, consolidée par sa prise de parole de Verdun-sur-le-Doubs : un appel au peuple français a retenti dans son histoire, dans son passé, comme dans son avenir, un écho a été donné à ce peuple qui n'a pas cessé d'être monarchiste malgré son passé républicain plus récent : le « capétien » Giscard a en effet tendu une main réconciliatrice à ses adversaires, aux adversaires de son parti ou des partis qui le soutenaient.

Sensibilité du pays à la figure présidentielle située au-dessus des luttes partisans ? Tu parles ! Les électeurs ont surtout été écoeuvrés par la désunion de la gauche et ont voté pour la droite comme pour un moindre mal.

GISCARD ET LE ZOMBIE DE L'UNITÉ FRANÇAISE

Son compère Louis Pauwels lui répond en écho :

Diversités corollaires d'une unité : n'y a-t-il pas une différence entre la notion gaullienne de rassemblement (« entre les communistes et nous, il n'y a rien », disait Malraux), avec son coefficient de particularisme, de dramatisation, et la notion d'unité que suggère l'action présidentielle comme facteur d'universalité ?

L'unité ouverte, et non fermée sur soi. A cet égard, l'idée d'un « rassemblement » du peuple fran-

çais, parce qu'elle s'oppose à quelque chose d'autre à l'intérieur du peuple français, contredit celle d'un gouvernement au centre.

Comme quoi, lorsqu'on fonce avec un Q.I. tournant à plus de 140 à l'heure on a de sérieuses chances d'atterrir dans le décor : l'unité giscardienne est, elle aussi, un rassemblement d'une partie des Français contre l'autre. Elle est un fantôme d'union entre P.S. et U.D.F. contre les deux partis qui drainent l'électorat le plus populaire le P.C. et le R.P.R. Comme nous voilà loin de la pratique des rois de France qui régnaient pour unir, tout en s'appuyant sur le peuple pour lutter contre les féodalités. Dans cette optique la main « réconciliatrice » tendue à Mitterrand et Marchais n'est qu'un procédé de batteur d'estrade pour abuser l'opinion.

LA MONARCHIE EST UN COMBAT

Plus intéressante et plus sérieuse est la réponse de Maurice Druon dans le Figaro du 13 mai. Druon s'en prend à la fois à l'idée de gouvernement au centre et à celle d'unanimité nationale.

Mais ne vous y trompez pas : les rois ne furent jamais ni les uns ni les autres et autrement qu'en théorie, les rois de tous les Français. Sacralement, abstraitement, oui, dans la réalité des faits, non. Les Français étant toujours divisés, toujours partagés, leurs rois furent bien forcés de gouverner avec une majorité contre une opposition, voire avec une minorité contre une poussière de factions. Et, selon les circonstances ou les desseins, en s'appuyant sur telle ou telle catégorie, tantôt les bourgeois, tantôt les seigneurs, tantôt sur l'équivalent — Philippe-le-Bel, Louis XIV — des technocrates.

L'idée du chef d'Etat au-dessus de tous les partis — et donc les laissant s'arranger entre eux — n'est pas une idée monarchique. C'est une idée III^e République ; c'est Albert Lebrun. Le roi prend parti, et il a ses par-

tisans. L'unanimité jamais ne se fit au pied des monarques que le jour de leur mort, et encore seulement pour les meilleurs. Voir le 9 novembre 1970.

Du coup, l'idée caressée ou poursuivie du « gouvernement au centre » est irréalisable. Marginaliser les ailes ? Belle affaire. C'est avec les bras que l'on se bat, pas avec le ventre. S'il avait vraiment, comme vous la lui prêtez, l'intention persévérante de marginaliser les gaullistes, Giscard se priverait, si rechignants et malaisés qu'ils lui paraissent, de ses seuls soutiens sérieux en cas de coup dur, parce qu'ils sont la musculature même et comme la vérité vivante des institutions.

Il y a dans ces propos deux idées justes : — d'abord la pensée selon laquelle le style « tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil » est digne tout au plus d'un Albert Lebrun mais non d'un roi. Un roi lutte pour le bien commun, gêne donc des intérêts privés et doit parfois les briser.

— ensuite l'affirmation selon laquelle c'est en s'appuyant sur des groupes constitués solides et organisés qu'un roi peut faire aboutir un projet.

Mais Druon oublie une chose : pour qu'une nation puisse se reconnaître dans son monarque, fut-ce à sa mort, malgré tant d'intérêts particuliers bousculés, il faut que celui-ci comme l'ont fait tous les rois de France, sauf Louis XVI, s'appuie sur les forces de progrès et de transformation et incarne l'intérêt profond de la nation.

En 1978, ces forces ne résident pas dans les partis et surtout pas chez les notables du R.P.R. qui « piègent » une partie de l'électorat populaire en le trahissant. Et ce ne sont pas des chefs de clans, otages des forces sur lesquelles ils s'appuient incapables de s'en affranchir faute d'une légitimité fondée sur l'héritage ou le service rendu qui peuvent s'en affranchir. Non, M. Giscard n'est pas capétien. MM. Chirac, Marchais et Mitterrand pas davantage !

Jacques BLANGY

La France à l'heure américaine ? C'est en tout cas l'opinion de Philippe de Saint Robert (pages centrales) très critique à l'égard de nos interventions tout azimut au Moyen-Orient et en Afrique (également notre chronique Images sur l'Etat sauvage). Cela n'empêche pas le pouvoir de laisser tomber lâchement les dissidents soviétiques (Chemins du monde de Bénédict Heliez). Pendant ce temps, M. Barre laisse la loi du fric dominer sans pitié aussi bien en matière d'emploi (article de Loïc Albran sur le drame Boussac) qu'en matière urbaine (reportage d'André Roy sur la mort du XIV^e arrondissement).

A ce compte, le nombre des paumés grandit, Frédéric Aymart (« Un prêtre chez les loubards » de Guy Gilbert) et Bertrand La Richardais (« Les années orphelines » de J.C. Guillebaud) nous en parlent en chronique Lire. Comme nous voilà loin du souci monarchique du bien commun qui, d'après quelques imposteurs par trop sur-doués caractériserait le giscardisme (notre Presse au crible).

Face à ce genre d'agressions, nous devons opposer une riposte multiforme en créant au niveau politique un nouveau type de militantisme (Editorial) mais aussi en tenant le créneau philosophique dont le livre de Jeanne Parain-Vial nous rappelle la richesse (Idées de Gérard Leclerc) ou même en nous interrogeant sur la signification du conte comme moyen de maintenir la mémoire nationale (article de Ghislain Sartoris).

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 742-21-93

— Abonnements :

3 mois : 30 F

6 mois : 50 F

1 an : 90 F

soutien : à partir de 150 F
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N
Paris

— Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

— Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

— Directeur de la publication : Yvan AUMONT

— Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

N° Commission paritaire : 51700

boussac, toquard



De même que lorsque Renault éternue,
la France s'enrhume,
lorsque Boussac décline, les Vosges s'effondrent.

Aujourd'hui, d'Epinal à Saint-Dié, c'est la déprime : environ 2 000 emplois menacés par les soubresauts du groupe Boussac. La situation est d'autant plus grave que le département des Vosges connaît un chômage déjà très important. Il y a, en effet, 6 100 demandeurs d'emploi. A l'Agence Nationale pour l'Emploi d'Epinal, on compte une offre d'emploi pour 7 demandes et à celle de Saint-Dié une pour 10 ; après le triste épisode « Montéfiore », les Vosges se trouvent de nouveau prises à la gorge par le noir problème des suppressions d'emploi.

De par la volonté politique de Jules Ferry, les industries textiles des Vosges étaient, avant tout, tournées vers l'exportation en direction de ce qu'on appelait alors les colonies. Marché réservé, sans problème, sans trop d'exigences sur la qualité ni sur les délais. La perte de ce marché, due à la décolonisation et à l'industrialisation des pays du tiers-monde a provoqué, dès 1960, le premier déclin de l'Empire Boussac. Plusieurs usines ont dû être fermées. Les effectifs du groupe sont passés de 25 000

en 1953 à 20 000 en 1966. Puis l'accroissement des importations textiles à des prix plus compétitifs des pays du tiers-monde, le développement des fibres synthétiques et le mouvement de la mode qui tend à couvrir de moins en moins le corps, donc à réduire la consommation des produits textiles ont atteint de façon mortelle l'ensemble des industries textiles.

BOUSSAC : UNE GESTION DINGUE, DINGUE, DINGUE...

Ces causes générales ont évidemment joué pour Boussac, mais en outre, il y eut une grave erreur de stratégie industrielle : le groupe a commis l'erreur de vouloir privilégier sa production d'articles bon marché et de qualité moyenne ; ceux-ci n'ont pas tenu le coup face aux produits importés (1). Si bien qu'actuellement Boussac ne compte plus que 11 500 salariés sur le plan national et 6 400 sur le plan vosgien. En dépit de cette chute, Boussac reste dans les Vosges le plus grand employeur puisque 22 % des ouvriers textiles du département travaillent chez Boussac.

L'angoisse est d'autant plus forte que l'incertitude est partout. L'affaire Boussac est un théâtre d'ombres. Nul ne sait ce qui réellement se passe. L'information est totalement absente. Même les cadres dirigeants des établissements locaux ignorent ce qui se trame. Le plan Petit, qui entre autres mesures financières prévoyait la réduction des usines de filatures et de tissages (soit 3 900 emplois dans les Vosges) est désapprouvé par le gouvernement pour des raisons d'ailleurs discutables (l'existence d'une comptabilité analytique notamment n'est pas le gage d'une bonne gestion ni des possibilités de survie d'une entreprise). Jean-Claude Boussac, gérant du groupe depuis 1975, est prêt à accepter de discuter toute idée nouvelle pour aménager le plan Petit, mais est désavoué par son oncle le vieux Marcel Boussac qui, après avoir dirigé son affaire comme un satrape, le pousse à démissionner parce qu'il n'a pas su mener à bien le plan de redressement de l'entreprise malgré les aides substantielles de l'Etat. On cherche de l'argent liquide, quitte à vendre « l'Aurore » et les haras de Jardy, le tout dans l'imprévision et la débandade qui annoncent le dépôt de bilan et la nomination d'un administrateur. Celui-ci procédera à la purge financière du groupe. Mais rien de concret n'est proposé aux travailleurs menacés de chez Boussac.

Seul, M. Petit est venu leur annoncer des licenciements. Et le gouvernement ? C'est ici qu'il faut s'interroger sur la conduite du gouvernement qui ne fait rien pour aider à résoudre l'affaire et l'on peut se demander si les circonscriptions d'Epinal et de Saint-Dié, principalement touchées par le problème Boussac ne seraient pas ainsi punies pour n'avoir pas bien votées. En effet, à Saint-Dié, M. Stoléru se présentait en sauveur de l'emploi et c'est un socialiste qui a été élu. A Epinal M. Maigrat, conseiller technique du même M. Stoléru voulait être député et c'est un RPR M. Seguin qui l'a emporté. Ne peut-on pas voir un coup bas de M. Stoléru dans la position distante du gouvernement face aux problèmes d'emploi causés par Boussac ? Bien sûr, M. Barre a eu sa larme de crocodile pour les vallées vosgiennes qui risquaient d'être

touchées et a parlé, comme il l'avait fait lors de la campagne électorale d'un plan d'industrialisation pour la région mais sans en préciser le contenu ni les dates.

Il y a tout lieu de penser que, selon une tactique désormais classique, le gouvernement, au détriment de l'intérêt des travailleurs et de l'industrie textile française souhaite brader honteusement le groupe Boussac et présenter le miroir aux alouettes d'un plan d'implantation industrielle à moyen terme qui s'appliquera dans la douleur des préretraites, des déplacements et des reconversions difficiles.

Les travailleurs, quant à eux, réunissent leurs maigres armes. Le 12 mai, ils avaient affrété 11 cars pour manifester leur présence devant le siège social de Boussac, pendant que se tenait la réunion du Comité Central d'Entreprise où devaient être annoncés les premiers licenciements. A ces gens qui risquaient de tout perdre, le pouvoir n'a rien trouvé



de mieux que de leur envoyer des forces de police qui ont molesté plusieurs manifestants. Le 26 mai, les syndicats organisent une journée de grève générale dans les Vosges qui rencontre un assentiment général auprès de la population. Mais que pèsera-t-elle face à la toute puissance du fric et des intérêts égoïstes de l'actuelle équipe dirigeante ?

Loïc ALBRAN

(1) Il est symptomatique à ce sujet que les secteurs qui marchent bien chez Boussac soient les quelques produits « hauts de gamme » que possède le groupe et notamment les chemises Pierre Clarence et les produits Christian Dior.

le fantôme de staline

Il s'appelle Youri Orlov. Il vient d'être condamné par la « justice » soviétique à la peine maximale : sept ans de camp de concentration plus cinq ans d'exil intérieur. Moins de trois ans après avoir signé les accords d'Helsinki, l'U.R.S.S. ne pouvait pas aller plus loin dans la provocation.

On croit rêver. Ou plutôt faire un cauchemar : Vingt-cinq ans après la mort de Staline, un physicien soviétique de renom vient d'être condamné à douze ans de privation de liberté. Parodie de procès : l'avocat d'Orlov était désigné par l'administration et les témoins de la défense n'ont pu être entendus à ce procès déclaré « public », dont l'entrée a été tout simplement interdite aux correspondants de presse en poste à Moscou, comme aux représentants du corps diplomatique.

Quel est le crime du Professeur Orlov, condamné pour « délits politiques particulièrement dangereux » ?

« Avoir fabriqué et diffusé des documents contenant des allégations calomniatrices envers le régime politique et social de l'URSS, dans le but de torpiller et d'affaiblir le pouvoir des soviets »... Les dits documents sont si calomnieux, si dangereux, que le tribunal a refusé de les lire au cours de l'audience. Tout comme il a soigneusement évité de prononcer le nom de l'organisation que représente Orlov, et qui n'est autre que le Groupe soviétique de surveillance des Accords d'Helsinki.

FAIRE RESPECTER LES ENGAGEMENTS

C'est en mai 76 que s'est créé autour d'Orlov le « Groupe Helsinki ». Son premier document, l'une des pièces à conviction du procès, définissait ainsi ses objectifs : « Le 12 mai 76, s'est créé à Moscou un Groupe pour la surveillance de l'application des Accords d'Helsinki,

dans le but de contribuer à l'application des articles humanitaires de l'acte final, concernant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction » et « la coopération dans les domaines humanitaires et autres ». Le Groupe considère que sa tâche principale consiste à porter à la connaissance des chefs de gouvernements signataires et à celle de l'opinion publique les informations sur les violations directes des articles énoncés. Dans ce but, le Groupe Helsinki : recueille directement les plaintes écrites des citoyens personnellement affectés par ce genre de violations ; en dresse le compte rendu et le diffuse auprès des gouvernements signataires de l'Acte et de l'opinion publique ».

Au bas de ce texte, la liste et l'adresse des membres fondateurs du Groupe. Leur sort actuel est significatif : au moment de la condamnation de Youri Orlov, Ludmilla Alexeva est exilée, le Général Grigorenko a été déchu en mars dernier de la nationalité soviétique. Guinzbourg et Chtcharanski vont être jugés d'ici peu.

Les documents publiés par le Groupe depuis deux ans sont peu connus en France — on est en droit de se demander pourquoi. Ils sont pourtant extrêmement intéressants : se référant toujours au strict plan légal des accords signés à Helsinki, ils constituent une somme d'informations très rigoureuses et détaillées, étayées par une quantité impressionnante de témoignages.

Ces informations ont d'ailleurs été toutes confirmées par les exilés soviétiques arrivés depuis en Occident.

Ainsi, le deuxième document, s'appuyant sur l'article du traité « contacts entre les personnes », fait état de l'impossibilité de liaison téléphonique avec l'étranger : à l'appui, une liste (non exhaustive) de trente-deux soviétiques dont le téléphone a été supprimé à la suite de communications avec l'étranger. On y apprend aussi la qualité des liaisons postales entre l'URSS et les pays co-signataires : savait-on par exem-

n'ont pas été rendus publics par la justice soviétique.

LA PROVOCATION SOVIETIQUE

En infligeant la peine maximale à Youri Orlov, les autorités soviétiques ne peuvent pas aller plus loin dans la provocation. Washington, Londres, La Haye : la réprobation a été générale. Jusqu'au gouvernement français qui, pour la première fois, est sorti de derrière le paravent bien commode de la « non-ingérence ».

Il y a juste un an, le Pr Orlov



ple que des 4000 télégrammes envoyés par les organisations juives américaines au dissident Vladimir Slepak, il ne lui en est parvenu aucun ?

Le document n° 3 — « Nul, dit le traité, ne peut être soumis à des tortures, punitions, traitements cruels ou portant atteinte à la dignité humaine » — est un véritable ouvrage de documentation sur la détention des prisonniers d'opinion, réunie à l'aide des témoins.

Il serait impossible d'énumérer toutes ces précisions qui vous laissent la gorge serrée, et qui vont des normes alimentaires punitives (450 g de pain de seigle par jour pour un prisonnier en isolateur disciplinaire, c'est-à-dire neuf cents calories !) à la description (au centimètre près) des cellules des prisons, et des différents régimes disciplinaires. Pour qui aurait des doutes sur ces informations est jointe la liste de trente-et-un prisonniers, leur date de naissance, d'arrestation, durée de la peine et lieu de détention... En faudra-t-il encore davantage à l'Occident pour croire — enfin — à l'existence du Goulag ?

La teneur de ces documents explique aisément pourquoi ils

envoyait un appel aux gouvernements signataires d'Helsinki :

« Si le fait de réunir et de transmettre l'information sur la violation de ces dispositions (1) est qualifié de crime de haute trahison, le fondement même des Accords en est sapé et les Accords eux-mêmes sont, par là, privés de contenu réel et de cohérence interne... C'est pourquoi je m'adresse aux gouvernements et aux parlements de tous les Etats participants. Je leur demande d'entreprendre des démarches en vue de garantir le droit du Groupe pour la surveillance des Accords d'Helsinki à poursuivre son action. Je leur demande de protéger les membres du Groupe contre la persécution. »

Mais que fait de sérieux la France pour les dissidents ? Youri Orlov vient de prendre le chemin des camps. Il est des fois où l'on ne se sent pas très fier d'être français... Les procès de Guinzbourg et Chtcharanski sont imminents : doit-on se préparer de nouveau à avoir honte ?

Benedicte HELIEZ

(1) Celles de l'Acte final.

Au terme de nos dernières journées royalistes, plusieurs militants m'ont fait part de leur vif désir d'une sorte d'initiation philosophique, pour pouvoir accéder à des pensées dont ils pressentent la richesse et le lien qu'elles ont avec leurs engagements politiques. Je ne saurais trop leur conseiller de lire le dernier ouvrage de Mme Parain-Vial « *Tendances nouvelles de la philosophie* » (1). Ils y trouveront dans une langue fort accessible ces « clefs » qu'ils recherchent et seront encouragés à lire directement au moins quelques-uns des auteurs dont ils auront fait l'heureuse rencontre. Surtout ils s'apercevront, sur le champ, qu'ils ne se trompaient pas : c'est bien leurs soucis quotidiens, le sens de leurs luttes qui forment le foyer de la réflexion philosophique. Il ne s'agit pas de « planer », mais de mettre les ressources les plus fortes et les exigences les plus contraignantes de l'intelligence au service de l'existence la plus concrète et la plus pleine.

Dès le départ, l'interrogation du philosophe prend en compte la situation des citoyens de la société industrielle : « *les êtres humains enfermés dans un univers de métal et de béton, n'ayant plus qu'un seul contact avec la vie cosmique : la sexualité et dans le meilleur des cas... quatre semaines par an, l'immersion dans une masse barbotant au soleil dans l'eau polluée d'une plage.* » La fameuse école de Francfort dont les thèmes ont été sans cesse pillés ces dernières années, a tenté de répondre au défi en dépassant son marxisme originel mais à partir d'une intuition de Marx : naturaliser l'homme, humaniser la nature afin de reconstituer l'unité du cosmos. Les obstacles se sont précisés au fur et à mesure : le principal tient en une faille de la nature humaine. La source véritable de notre maîtrise technique et de la violence révolutionnaire c'est la volonté de puissance que Heidegger nomme « volonté de volonté », c'est-à-dire la volonté se voulant elle-même indépendamment de tout horizon des fins.

LE NIHILISME

L'admirable mot de Chesterton fournit sans plus de développement une réponse cinglante à la question vainement posée par l'école de Francfort : « *Otez le naturel, il ne reste plus que ce qui n'est pas naturel* ». Mais c'est faire intervenir directement la foi dans le débat. Ce n'est pas interdit. Gabriel Marcel, Gustave Thibon et Pierre Boutang, si fortement présents dans ce livre, ne se sont pas fait faute d'y recourir. Mais pour qui ne croit pas, la pensée se doit d'établir le constat en creux, en suivant le processus de dissolution et non déjà sous le mode d'une présence absente. Nietzsche peut y aider, Heidegger son commentateur génial également. Car il s'agit de prendre au sérieux « la mort de Dieu ». Il y a de quoi en devenir fou. Dostoïevski

(1) Jeanne Parain-Vial — *Tendances nouvelles de la philosophie* — Ed. du Centurion. Cet ouvrage est en vente au journal — Franco 60 F.



par
gérard
leclerc

le retour à l'être

en a, mieux encore que Nietzsche, perçu les conséquences extrêmes sous le mode de la plus exacte prophétie. L'homme n'y résiste pas, il n'y a plus d'être pour se penser. Tout est mobilité, mensonge, apparence.

On peut en prendre son parti, en essayant de ne pas se noyer. Un professeur de philosophie m'expliquait un jour que le nihilisme constituant le moment actuel de l'histoire, il lui semblait impossible de lui échapper. Heidegger entend ne pas succomber au vertige. Il montre que le nihilisme ne peut subsister que s'il voile son essence comme oubli de l'être, ce qui laisse une belle chance à une nouvelle quête. Boutang montrera d'ailleurs que cet oubli de l'être appartient à la nature même de l'homme pêcheur, qui oublie qu'il est pêcheur. D'où cette prétention à une étrange innocence propre à notre temps et à quelques sophistes qui ont pris définitivement leur parti du nihilisme.

Le qualificatif de sophiste peut paraître péjoratif. Mais il est arrivé à Michel Foucault de l'employer de manière élogieuse à propos de Deleuze. Au surplus, force nous est de constater que les thèmes d'un Derrida comme ceux des auteurs de l'*Anti-Oedipe* renouent étrangement avec la sophistique grecque. La vérité est illusion, c'est le point de départ, les arguments se sont un peu adaptés grâce aux « savoirs » modernes (étrange et éternelle contradiction du scepticisme !), ils ne sont pas substantiellement changés. Il s'agit toujours de s'enquérir si le monde est chaos, pure dispersion ou s'il est intelligible. Si l'on choisit le chaos, il faut accepter les conséquences. On détruira « toute forme d'organisation, tout organisme y compris le psychisme individuel car tout lien apparaît comme artificiel, illusoire, oppressif parce qu'illusoire. Il faut donc abattre tous les pouvoirs, toutes les idéologies et la représentation elle-même pour prendre conscience que nous sommes au Paradis, paradis terrestre éternel des jouissances éphémères et dispersées, résul-

tant du libre jeu des désirs producteurs. » Un tel délire va chercher son inspiration dans le dionysisme nietzschéen. Mais Nietzsche accepterait-il cette paternité ?

LES CHEMINS DE L'ÊTRE

Il faut donc bel et bien choisir. Le choix commence par ce consentement à l'être sur lequel Pierre Boutang s'est longuement attardé. C'est vrai au niveau le plus humble des étants. Car si l'on revient à cette unité perdue entre l'homme et le cosmos chère à l'école de Francfort et au mouvement écologique, comment reconnaître et contempler la beauté de la création sans docilité à la richesse ontologique, sans attention pour la perfection des formes ? Cela implique de définir une voie d'accès à l'être, distincte de l'expérience vulgaire et de la connaissance scientifique. Telle s'est voulue la méthode phénoménologique affirmée d'abord par Husserl, reprise de façon originale par Heidegger et divers courants philosophiques et qui, incontestablement, se trouve au principe d'une renaissance de l'ontologie. Précisément parce qu'elle se veut dévoilement de l'être, perception des essences.

Mme Parain-Vial donne alors un aperçu suggestif des penseurs les plus importants, qui ne se confondent pas nécessairement avec ceux qui jouissent de la plus grande notoriété... J'ai été personnellement heureux de trouver Merleau-Ponty du côté des philosophes tandis que Sartre est rangé du côté des sophistes. L'auteur de la *phénoménologie de la perception*, parti trop tôt pour achever son chemin de l'Être, possédait cette ouverture de l'esprit, cette attention qui est la première des qualités intellectuelles. Sartre ne manque pas de générosité, ni même parfois de docilité phénoménologique (j'en veux pour preuve l'*Imaginaire*). Pourquoi y a-t-il chez lui cette pétition de principe qui gâche tout ? Y compris la liberté, qui fut bien sa cause, cause à laquelle il a fini par gagner jusqu'à ses adversaires ?

Pourvu donc que l'on ait consenti à l'être, le chemin sera beau, l'aventure inoubliable. La métaphysique est, grâce à Dieu, toujours vivante et pleine de promesses... Mme Parain-Vial pense fort justement que toute renaissance passe par une conversion ou un effort de l'intelligence. Ainsi il ne faudrait pas désespérer non plus de la cité. Puisqu'il y a retour à l'être, il peut bien y avoir restauration de l'homme. A ce propos, un André Glucksmann pourrait trouver quelque inspiration chez Simone Weil (avec un W, s.v.p. !). Sa philosophie de la résistance qui impose d'être toujours du côté de la justice, *cette fugitive du camp des vainqueurs*, ne consiste pas à parier nécessairement contre le pouvoir, mais à peser du côté où la société est déséquilibrée. Le « social » contient de lourdes menaces, mais ce serait accroître le péril que de retrancher l'individu de ses appartenances. Pierre Boutang « *la fidélité d'appartenance, l'adhésion à des valeurs que je n'ai pas choisies (une patrie, une religion, un prince) contiennent ensemble le savoir d'une « nécessité » pour moi et d'une contingence pour le regard de l'autre. De cette contradiction ne résultent finalement ni la contingence, ni la nécessité, mais un « sens* ». L'enracinement n'est pas exclusif de l'appartenance au divin. Le retour à l'être et le salut de l'homme moderne supposent un double ancrage.

Gérard LECLERC

philippe de saint-robert

la France, l'Afrique, les blocs

Royaliste : Que pensez-vous de la politique française actuelle d'engagements militaires tout azimut. Ne traduit-elle pas un infléchissement de notre diplomatie ?

Philippe de Saint-Robert : Est-ce un infléchissement ? Il faudrait en effet définir la politique étrangère de la France et même se poser la question de savoir si nous avons encore une politique étrangère. Il s'agit d'un problème global qui ne recouvre pas que notre politique africaine mais aussi notre politique atlantique, notre politique européenne et notre politique proche-orientale : depuis 1974, l'actuel Président de la République a fait subir à notre diplomatie une évolution qui consiste à nous ramener peu à peu dans le système des blocs. Cet infléchissement est subtil et peu apparent aux esprits crédules car le Chef de l'Etat doit compter avec la composition gaulliste de sa majorité.

Royaliste : C'est particulièrement net dans le cas du Proche-Orient.

Philippe de Saint-Robert : Bien sûr. Le président Pompidou avait toujours été soucieux, pour reprendre les termes, qu'il a employé devant moi, que la France « ne cautionne pas la capitulation égyptienne. » Il avait donc toujours opposé une fin de non recevoir au président Sadate lorsque celui-ci avait posé des jalons pour le faire venir au Caire ou pour venir lui-même à Paris. Dans le même temps, Georges Pompidou poursuivait une politique déterminée de rapprochement avec la Lybie à partir de 1970 malgré les traverses intérieures que cette politique provoquait. Il avait compris que les Lybiens ne voulaient plus des Anglo-Saxons qui les avaient assujettis, sans désirer pour autant se jeter — Dieu merci — dans le giron soviétique car ces pan-islamistes avaient une

vive aversion pour tout système matérialiste. Georges Pompidou avait donc conclu que seule la France pouvait éviter à la Lybie de tomber dans le système des blocs qui s'étendait progressivement au Proche-Orient puis à l'Afrique. Dès l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée, nos rapports avec la Lybie en l'espace de trois mois, n'ont cessé de se distendre et de devenir méfiants, cependant que Sadate était reçu en grande pompe à Paris et le président Giscard d'Estaing au Caire : de la sorte, le retour de l'Egypte dans le giron américain a été cautionné.

Georges Pompidou au contraire — qui pressentait ce retour — pensait qu'il ne serait qu'un mouvement rétrograde dans l'histoire de l'Egypte et qu'il fallait que la France se réservât pour le moment où l'Egypte se reprendrait en mains et refuserait l'alignement sur la politique des blocs, et assumerait de nouveau ses solidarités naturelles.

Il s'agit donc d'une mutation considérable dans notre politique. Mais elle ne réside pas dans le fait que la France intervienne outre-mer. Je suis même convaincu que le général de Gaulle serait intervenu au Liban. Mais il l'aurait fait au nom de la France et non en faisant débarquer des soldats français sous un casque bleu et sous commandement finlandais ou ghanéen, au service d'une politique dans laquelle nous n'entrons pas et que nous ne déterminons pas. La résolution de l'O.N.U. au nom de laquelle nous faisons semblant d'intervenir n'est d'ailleurs même pas appliquée : elle prévoyait que nous contrôlerions l'évacuation des troupes israélienne et non que nous nous en prendrions aux Palestiniens comme c'est le cas et comme notre grande presse le présente complaisamment.

De la sorte, nous sommes débordés et entraînés malgré nous dans des opérations détournées de leur objectif initial. Le président Giscard d'Estaing voulait intervenir depuis longtemps au Liban. Il l'avait déjà annoncé

aux Etats-Unis, et même en Louisiane dans cette langue anglaise qu'il aime tant parler. Le seul fait qu'il l'ait annoncé dans ces conditions, montrait qu'il voulait intervenir davantage dans le cadre d'une politique néo-occidentale que dans celle d'une politique française conforme à notre tradition c'est-à-dire opposée au système des blocs et le contrariant.

Royaliste : Portez-vous le même jugement sur notre politique d'intervention en Afrique ?

Philippe de Saint-Robert : Dans cette région aussi, je ne suis pas par principe hostile à toute politique d'intervention. Mais il convient de bien distinguer les trois secteurs dans lesquels nous sommes engagés.

C'est à propos du Tchad que je serai le plus modéré dans ma critique à l'égard du Président de la République. La France a un certain nombre d'accords de coopération avec un certain nombre

d'Etats d'Afrique noire qui sont ce qu'ils sont — mais sommes nous tellement satisfaits de notre propre gouvernement ? — et envers lesquels nous perdrons tout crédit si chaque fois qu'ils faisaient jouer les accords de coopération nous nous dérobbions sous prétexte que notre intervention susciterait en France ou à l'étranger quelque récrimination de néo-colonialisme.

Le Tchad, comme beaucoup d'Etats d'Afrique noire, n'a pas réalisé son unité. Peu peuplé et très vaste, il est une marquerie d'ethnies qui s'entendent mal. Mais c'est le lot de presque tous les Etats issus de la décolonisation. Et nous n'y pouvons rien à partir du moment où ces Etats ont insisté pour que nous garantissons l'intangibilité des frontières coloniales. J'ajouterai simplement que nous n'en serions pas là si le gouvernement français avait maintenu ses bonnes relations avec la Lybie : avec la coopération de la diplomatie lybienne, nous avions arrangé les choses au Tchad entre 1970 et 1972.

Royaliste : Etes-vous aussi indulgent en ce qui concerne notre intervention au Sahara occidental ?

Philippe de Saint-Robert : Sûrement pas ! Le problème du Sahara occidental est compliqué sur le plan juridique. Les droits



du Maroc pas plus que ceux de l'Algérie ne sont évidents. Faut-il alors créer un Etat de 200000 ou 300000 habitants parfaitement inviable ? Il en existe déjà et ils ne peuvent qu'être sous tutelle. C'est après tout une philosophie politique comme une autre. Mais nous, nous n'avons pas à payer les pots cassés de la politique espagnole et à le faire parce que le Président de la République se sent davantage d'atomes crochus avec le Roi du Maroc — qui est son copain — qu'avec le Président Boumédiène. Tout se passe comme si M. Giscard d'Estaing continuait à régler les vieux comptes des partisans de l'Algérie française dont il fut si proche.

Il fit certes un geste en allant en Algérie en 1975 mais les Algériens aussi en firent un en le recevant comme premier chef d'Etat français à venir dans leur pays depuis l'indépendance. Ils avaient parié qu'il serait peut-être plus facile de s'entendre avec un ancien adversaire et leur amertume a été grande de voir peu après cette visite la France s'engager dans une affaire où elle n'avait rien à voir, sauf peut-être à jouer le rôle — difficile — de médiatrice.

Royaliste : Alors, à plus forte raison, nous n'avons rien à faire au Zaïre ?

Philippe de Saint-Robert : Je dirai même que la question du Zaïre est la plus significative en ce qui concerne les impasses où nous conduit notre actuelle diplomatie. Il est très net, en la matière, que Giscard a agi pour le compte des Américains. Je n'irai pas jusqu'à dire que nous avons été les Cubains des Américains car, contrairement aux Cubains, nous avons en Afrique un passé qui nous autorise à avoir une politique. Mais il est d'autant plus inadmissible que nous renoncions à cette politique : les pays africains attendent de nous que nous intervenions seulement si nous sommes capables d'éviter à l'Afrique de devenir un champ de bataille entre les deux Grands et qu'à cette fin nous n'apparaissions plus comme une puissance coloniale. Or, depuis 1974, nous avons la politique inverse. Nous nous identifions à des intérêts industriels et économiques de façon tellement visible et manifeste que nous apparaissions comme complètement assimilés à l'impérialisme américain.

Cela est net au Zaïre : on sait depuis les propos du Président Carter et du général Haig lors de leurs tournées européennes, que les Etats-Unis ne veulent



En grisé, le territoire loué à l'O. T. R. A. G.

plus s'enliser dans de nouveaux Vietnams. Ils se cherchent des bras séculiers régionaux : c'est la fameuse politique « régionale » que nous assignait Kissinger. Et la France joue ce rôle au Zaïre. Or l'intervention au Zaïre comporte une circonstance aggravante dont l'on a fort peu parlé jusqu'à présent : on a dit que les champs miniers du Shaba (ex-Katanga) ont été attaqués par l'Angola par gendarmes katangais interposés. Ceci est peut-être exact. Mais il est un fait dont on ne parle guère : il existe au Shaba un territoire grand comme une province, loué par le général Mobutu à une société ouest-allemande.

Il s'agit de l'Orbital Transport und Rakete Aktiengesellschaft (OTRAG). Référez-vous à l'Afrique Asie, du 8 août 1977, mais aussi du 20 mars 1978 : l'O.T.R.A.G. procède dans cette zone, pour le compte de la R.F.A. et en violation des accords de Postdam et de Paris, à l'essai de missiles nucléaires de croisière, engins qui se déplacent à basse altitude et permettent d'éviter les radars. La base, d'ailleurs, a été visitée le 17 mars 1977 par M. Hans Dietrich Gensher, ministre ouest-allemand des Affaires étrangères. Et Kolwezi où se déroulent en ce moment les combats, n'est pas tellement éloigné de cette base : elle la protège.

Gageons que si l'avance des pseudos katangais épaulés ou non par les Cubains se poursuit, la base sera défendue coûte que coûte. Nous nous battons pour un roi de Prusse qui s'appelle Helmut Schmidt. Ainsi même si au départ

elle n'a songé qu'à défendre ses approvisionnements en cuivre, la France se trouve entraînée dans la défense d'intérêts dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont loins d'être les siens.

Le « Financial Time » vient d'écrire pudiquement que les pays intéressés à l'affaire étaient les Etats-Unis, la France, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Belgique. Autrement dit, on assiste à un mélange de tous les intérêts pseudo-occidentaux en Afrique, mélange dans lequel on nous entraîne au nom d'un Occident, chrétien je suppose, en tous cas sacré pour les gens qui s'en réclament et sacré surtout pour nos financiers.

C'est tout le contraire de la politique souhaitable pour la France : nous risquons chaque jour d'être imbriqués en Afrique dans la politique des blocs alors qu'auparavant la France faisait figure de puissance occidentale à laquelle les pays du Tiers-Monde pouvaient s'adresser pour se protéger des menaces du condominium. C'est ce dessein que le président Giscard d'Estaing n'a pas compris. Il abuse l'opinion publique en laissant croire qu'il fait la politique de ses prédécesseurs. En réalité, en se servant des moyens que ses prédécesseurs lui ont laissés, il fait une politique tout à fait inverse et qui va nous entraîner à de très graves déboires : je ne crois pas que l'avenir de notre politique en Afrique passe par le soutien systématique des régimes corrompus ou abusifs.

Royaliste : Le Roi Hassan II a pourtant un projet de développement du Maroc...

Philippe de Saint Robert : Je n'ai pas à approuver ou à critiquer la politique du roi du Maroc, qui est l'affaire des Marocains. Mais nous ne devons pas nous laisser impliquer dans la querelle qui oppose actuellement en Afrique des gouvernements « réactionnaires » à des gouvernements « progressistes ». Le rôle de la France n'est pas de devenir un recours pour les gouvernements réactionnaires d'Afrique et du Proche-Orient au risque de lier davantage encore au bloc soviétique les gouvernements progressistes. Je ne me fais aucune illusion sur ce que sont ceux-ci. Mais là n'est pas le problème. La France se doit de proposer une autre voie. Celle qui, par exemple, a réussi en Côte d'Ivoire ou au Sénégal : ces pays demeurent des oasis de paix car nous avons là à faire à des régimes relativement honnêtes et exceptionnellement stables. La Côte d'Ivoire par exemple, contrairement au Zaïre « modéré » ou à la Guinée « progressiste » n'a pas dilapidé les importantes richesses dont elle disposait grâce à l'intelligence politique du Président Houphouët Boigny. De même, le Président Senghor au Sénégal — pourtant beaucoup plus pauvre — a su garder un certain équilibre entre les ethnies et les religions du pays.

Cela dit, on comprend que les présidents Senghor et Houphouët Boigny aient peur que l'évolution générale de la situation en Afrique n'entraîne une déstabilisation dont ils finiraient par être eux-mêmes victimes et sollicitent l'intervention française afin de préserver un certain équilibre qui conditionne chez eux la paix et le développement. Mais la France ne peut pas faire n'importe quoi avec n'importe qui, elle ne doit s'engager qu'avec des pays qui s'aident eux-mêmes. Et elle ne devrait plus aider, de la manière dont elle le fait, un régime aussi corrompu que celui de l'ancien Congo belge, fruit amer de la politique des anciens colonisateurs qui avaient posé en principe le « pas d'élites, pas d'ennuis ». Agir autrement, reviendrait à se ranger aux côtés des Etats-Unis et paradoxalement de l'Union Soviétique, ce qui ne saurait vraiment aider l'Afrique à s'appartenir comme on lui prêche cependant de le faire.

Propos recueillis par
Paul Maisonblanche

histoire d'un désenchantement ...

« Les années orphelines ». Un joli titre qui résume bien l'histoire d'un désenchantement : celui de la génération de Mai 1968 qui, au fil de ces dernières années, a couru d'illusions perdues en espoirs brisés.

Tout était pourtant clair, au début : les bons d'un côté, les méchants de l'autre, la Révolution qui va triompher — ou qui triomphe déjà, en Chine par exemple — et la défaite qui plane sur le camp de la bourgeoisie et de l'impérialisme, il n'y avait alors qu'une bourgeoisie de droite — et un impérialisme américain bien entendu. On ne voulait pas connaître la bourgeoisie des apparatchikis et la barbarie de l'autre impérialisme. C'est tellement confortable, parfois, d'être militant !

C'est moins facile, déjà, quand on va sur le terrain. « Voyeur salarié, clochard des Hilton », journaliste en un mot, Jean-Claude Guillebaud dût confronter ses certitudes aux réalités nues. D'où l'inconfort, et la solitude, quand il lui fallait affronter, avec ses impressions toutes fraîches, les théories glacées d'un certain gauchisme militant. Que faire ? Tenir le même langage que la droite « lucide » qui « engrange tous les échecs du tiers-monde non pour s'en désespérer mais avec une obscène jubilation » ? Pas question. Rejoindre un parti ? Impossible, même si l'on regrette parfois sa douce chaleur.

Et puis, très vite, le voile s'est déchiré. Mais comment, et pourquoi ? Souvenons-nous : L'Union soviétique, il n'était pas de bon ton de la critiquer malgré les procès de Moscou et Budapest. Même Soljénitsine, lorsqu'il commença d'être publié, était mal vu à gauche : Le P.C. n'en faisait-il pas un apologiste du traître Vlassov ? Puis il y eut Prague et « l'extinction définitive des fausses lumières venues de l'Est ». Et l'effondrement, ensuite, de tous les modèles de la révolution mondiale.

L'Amérique latine, Fidel Castro, le Che, Allende ? C'est terminé. « Où sont, en 1978, les Comités

intervention

Jean-Claude Guillebaud
Les années orphelines
1968-1978
Seuil

Argentine de Base ? » demande Guillebaud.

Le Vietnam ? « Trois ans après la « chute » de Saigon des milliers de vietnamiens sur des jonques incertaines fuient encore vers le golfe du Siam. Quant au Cambodge...

Le « socialisme arabe » ? « A Beyrouth... la complicité stupéfiante entre la Syrie progressiste et les phalanges chrétiennes de Pierre Gémayel — sur le dos des Palestiniens — brouilla d'un coup toutes les consciences. La Chine ? Après la mort de Mao, il devenait clair que les intrigues pékinoises n'avaient rien à envier aux pratiques « révisionnistes ». Il y eut encore les espérances portugaises, grecques, espagnoles. Mais rien n'a changé au Portugal, mais c'est la droite qui a détruit les « colonels », et « l'Espagne d'après Franco nous a donné plus de leçons qu'elle n'en a reçues de nous ».

Mais pourquoi ce dévoilement ? La foi militante résiste d'ordinaire aux démentis. Soljénitsine est venu après bien d'autres témoins et martyrs, et le terrorisme du parti intellectuel « terrifie surtout ceux qui veulent bien l'être ». Alors pourquoi ? Pour J.C. Guillebaud, nos dix années orphelines marquent la fin de trois grands manichéismes :

— avec la fin de l'après-guerre, le marxisme, l'URSS et les partis communistes ont cessé d'être identifiés à la résistance contre le fascisme,

— avec la fin de l'ère coloniale, marquée par la défaite américaine au Vietnam, l'impérialisme a cessé de désigner exclusivement les Etats-Unis,

— avec la fin de la guerre froide, les solidarités automatiques n'ont plus de raisons d'être et l'Union soviétique est enfin apparue sous son véritable visage.

Bien conduite, l'histoire de cette désespérance ne débouche ni sur le scepticisme, si sur le nihilisme. Au contraire, Guillebaud voit dans l'effondrement des mythes révolutionnaires une « heureuse

nouvelle ». Donc point d'amertume dans ce livre. Ni de pessimisme : « voici dix ans, nous parlions sans arrêt de porter l'imagination au pouvoir. Est-ce le moment de pleurnicher parce que devant nous — enfin — la page est blanche ».

Reste à savoir ce que nous y écrirons.

B. LA RICHARDAIS

Jean-Claude Guillebaud — Les années orphelines — Ed Seuil — En vente au journal : franco 31 F.

sortir de la délinquance

Ce colosse en blouson noir avec ses cheveux longs, son tutoiement direct et généralisé, avait fait l'événement, il y a quelques semaines à la télévision, dans l'émission « Apos-trophes ».

A la N.A.F. nous en avons beaucoup parlé. Et ce n'est pas un hasard si le livre du père Gilbert s'est tant vendu au stand librairie des Journées royalistes. L'histoire de ce curé qui, dans un des quartiers les plus déshérités de Paris, tente de sortir des jeunes du cycle infernal qui les mènent du taudis familial à la rue, de la rue à la violence et bien souvent à la prison, nous interpelle. Pour nous dont le Prince disait encore récemment que notre projet politique ne pourrait se réaliser que par la charité, le père Gilbert montre le chemin. N'est-il pas, ce personnage qui met sa force au service des plus faibles contre les riches veules et méprisants, les flics brutaux et sans honneur, les juges à la parfaite bonne conscience, un véritable chevalier de notre époque ? Il en a toutes les vertus au sens classique comme au sens chrétien. Et il n'a rien d'un Don Quichotte cet homme qui connaît bien les ressorts du monde moderne. Il ne vient pas non plus décrire un nouvel épisode d'une légende dorée dont il serait le héros. Un prêtre chez les loubards c'est aussi un livre politique. Car ce n'est pas tous les jours que l'on vous démontre de façon polémique, provocatrice mais avec une argumentation qui n'est pas totalement sans valeur que la délinquance est d'abord une réaction saine, un refus de la pourrissement de notre

société et qu'il y a chez les « délinquants » une force révolutionnaire extraordinaire. Alors Guy Gilbert se scandalise que notre société se contente de réprimer et il conclue : A moins que ce ne soit dans la logique d'un système politique qui cherche avant tout à préserver le désordre établi. C'est un hasard si cette formule renvoie au titre du livre de Bertrand Renouvin paru chez le même éditeur. Un hasard que l'on voudrait chargé de sens.

Frédéric AYMART

Guy Gilbert

UN PRÊTRE CHEZ LES LOUBARDS



— Guy Gilbert — Un prêtre chez les loubards — Ed. Stock — En vente au journal, franco 38 F.

mort



d'un quartier

Un quartier qui ne veut pas mourir.
Des promoteurs qui ne reculent devant rien.
La lutte est trop inégale.

Imaginez. Imaginez un village perdu au milieu de la grande ville. Un village où habitent des ouvriers, des artisans, de petits commerçants et des artistes. Un village où l'on se connaît, où l'on se parle.

Imaginez ensuite une sorte de cataclysme... Tout ce peuple est jeté à la rue, puis arrivent les machines grondantes, les bulldozers qui éventrent les maisons, qui abattent les murs, qui transforment en un terrain boueux ce qui, hier encore, était plein de vie, plein d'histoire et de culture.

N' imaginez plus. Ce n'est pas là un conte, ce n'est pas une histoire... C'est l'ignoble réalité. La ville : Paris. Le village : une partie du 14^e arrondissement. Le cataclysme : le fric.

Tout a commencé il y a une dizaine d'années, avec la construction de la nouvelle gare Montparnasse, puis de la tour du même nom, puis d'un centre commercial, puis de l'énorme hôtel

Shératon, puis de quelques résidences de luxe. Déjà, l'on abat les immeubles anciens, on déloge plus ou moins honnêtement...

Mais tout problème en entraîne un autre : pour que puisse vivre réellement ce nouveau centre d'affaires parisien, il faut ménager un accès facile et rapide aux voitures. Le projet de la ville de Paris comporte donc la « radiale Vercingétorix », un immense ruban d'asphalte à quatre voies qui reliera Montparnasse au périphérique.

Il s'impose donc de déloger encore et encore, de vider d'autres immeubles. Au début, tout se passe bien. Les propriétaires ne louent plus les appartements vides, et, ensuite, la SEMIREP, une société d'économie mixte, n'a plus qu'à racheter. Les habitants ne sont jamais que des personnes âgées et un prolétariat comportant beaucoup d'immigrés. Un peu d'intimidation suffit : le quartier se dépeuple rapidement.

Toutefois, certains propriétaires continuent de louer leurs appartements. Ils sont vétustes, situés dans un quartier à l'abandon, et donc, les loyers sont extrêmement faibles. Peu à peu s'installe une nouvelle population.

Avec les nouveaux arrivants, se crée un « Comité Vercingétorix », qui lutte contre la construction de la radiale. Il organisera, entre autre, une grande manifestation à vélo, avec le soutien des « Amis de la terre ».

Bientôt, se constitue un second mouvement : « Vivre dans le 14^{eme} ».

Alors, la résistance du quartier s'organise. Une permanence juridique gratuite est tenue, des groupes vont sur les marchés, avec des panneaux explicatifs. Malgré tout, expulsions et démolitions continuent.

Arrivent les premiers squatters du quartier. Une maison vient d'être expulsée et se trouve libre ? Il suffit d'y entrer, et de s'installer.

La vie s'organise donc, différente. Des expériences sont tentées, pour essayer d'imaginer et concrétiser une nouvelle forme de vie : certains terrains vagues sont occupés, pour donner un « terrain d'aventure » aux enfants.



l'année dernière encore...

Une « école parallèle » s'ouvre, une crèche autonome, un cabinet de médecine parallèle accueille et soigne ceux du quartier. L'Atelier Populaire d'Urbanisme, constitué d'architectes, de menuisiers

de charpentiers va même jusqu'à étudier et proposer un plan de rénovation du 14^{eme}. Des librairies « marginales » s'ouvrent, des restaurants différents voient le jour. Tout un mode de vie,



C. R. S. au service de l'urbanisme...

différent est en train de naître, original, intéressant...

Mais la SEMIREP est toujours là, et la Ville de Paris aussi. L'hiver dernier, une opération à grande échelle est montée par la police, pour « nettoyer » par la force de nombreuses maisons. L'Atelier Populaire d'Urbanisme est l'un des premiers touchés. Les policiers envahissent les lieux et cassent les outils, les murs, les fenêtres. Alors qu'il gèle, on expulse manu-militari les occupants des maisons au petit matin. On cogne sur ceux qui entendent résister, ou qui tout simplement ne partent pas assez vite.

Le lendemain, une manifestation est organisée, le P.C. et le P.S. s'en mêlent, sans d'ailleurs être pris trop au sérieux par les habitants. Le soir, les CRS bouclent le quartier. Alors, c'est trop. Quelques barricades s'élèveront, quelques molotov sont lancés. La résistance devient violente, des voitures brûlent.

Mais c'est déjà trop tard, où ça l'a toujours été. Aujourd'hui, les squatters ne s'ouvrent plus, certains résistent encore, ou plutôt survivent. Jusqu'à quand ?

Chacun retrouve son histoire. Le fric aura gagné...

André ROY

"Ils finiront par l'avoir"...

Promenez-vous dans le quartier. Vous rencontrerez toujours quelqu'un comme celui qui m'a dit :

« ...Ce que j'en pense ? Bah, ils finiront bien par l'avoir, le quartier. Mais au moins, que ça leur coûte le plus cher possible. Deux machines ont déjà flambées. Il y en aura sans doute d'autres. ... Après tout, il n'y a pas de gants à prendre, avec ces gens qui ne respectent rien, qui s'attaquent à un sous-

prolétariat et à des petits vieux, tout ça pour du fric... Pas étonnant qu'il y ait des actes de résistance violente. Non pas une résistance militante, acharnée. C'est pas les brigades rouges. Mais, quand il y a besoin d'une batterie de 75 watts, il n'y a qu'à la prendre sur un engin des chantiers. Et puis, quand on a la batterie, on peut toujours foutre le feu.

Ils l'auront, leur fric, mais au moins, que ça leur coûte cher.

amour et racisme

Afrique. 1960. Trois hommes, une femme, un état nouveau-né. Les problèmes qui en résultent, et leurs causes. C'est l'Etat Sauvage.

La décolonisation vient de s'effectuer. Dans ce pays neuf, encore bien des blancs demeurent. Commerçants, aventuriers, magouilleurs de tous poils se croisent et se recroisent, au milieu de la population noire. Se croisent, en refusant absolument de se mélanger.

Pour tous ces blancs qui restent encore, c'est un monde à l'envers, qu'ils ne supportent qu'avec beaucoup de mal. Le pouvoir officiel leur a été enlevé, ils ne s'en remettent pas.

Côté noir, la liberté n'est qu'un mot. Dans les salles du conseil des ministres, dans les bureaux ministériels, les « combines » sont maîtresses. Nul souci d'exercer les charges publiques, mais bien plutôt de s'en servir. Qu'on n'aille pas croire pourtant que c'est là le fait de la décolonisation.

Simplement, la colonisation s'est transformée, a changée de visage, et s'est mis un masque. Celle qui fut la « mère patrie » est toujours présente, toujours là pour exploiter encore et toujours les richesses naturelles. Et elle a bien mis en place des hommes choisis pour cela.

Malheureusement, au milieu de ce panier de crabes, un ministre, jeune médecin ayant fait ses études à Montpellier, refuse le système. Parce qu'il condamne la corruption de ses collègues, il s'attire leur rancune sourde. Parce qu'il vit avec une blanche, le couple est maudit par les blancs. Racisme blanc et noir s'entrechoquent d'ailleurs tout au long du film.

Intimement lié au tableau politique, l'intrigue amoureuse vient concrétiser, mettre en évidence ce racisme, souvent latent, souvent seulement deviné, du moins du côté noir. La femme, (Marie-Christine Barraut, qui joue par-



faitement) a quitté son mari, jeune fonctionnaire de l'UNESCO, énarque sérieux et sage, pour partir en Afrique avec son amant, dont elle découvre là bas la vraie personnalité : cupide et ignoble. Elle le quitte donc pour vivre avec Patrice Dumbé, le ministre noir qui ose faire face à la corruption, et entend la combattre.

Le hasard (favorisé d'ailleurs par certains intérêts « économiques ») fait que le jeune fonctionnaire se trouve envoyé dans le pays en question (qui n'est pas nommé, comme la France n'est pas nommée).

Le quatuor est réuni, il ne manque plus rien à la scène, si ce n'est le commissaire principal de police vieux broussard écrivant à longueur de temps des romans jamais publiés, prudent mais généreux, rusé mais sentimental, incarnant l'ordre dans cet « Etat Sauvage ». Très souvent dur, tourné avec une caméra particulièrement méchante, le film ne peut que plaire aux amoureux du cinéma féroce. De même qu'il enthousiasmera les amateurs de belles images.

Certains passages, comme l'Etat du même nom, sont particulièrement sauvages. Et tout le film mérite le succès même si il présente une image de la colonisation — et de la décolonisation — française qui n'est pas intégralement valable pour toute l'Afrique noire.

A.R.

récits et contes populaires

Une équipe de « chercheurs » publie cette collection de contes populaires. Ces scientifiques ont transcrit les traditions orales « le plus fidèlement possible (déclare le prospectus de vente) grâce aux récits des meilleurs folkloristes du siècle passé, des conteurs d'aujourd'hui, recueillis au magnétophone et au magnétoscope. » Au nom de cette fidélité exemplaire, les mêmes « folkloristes » avaient déclaré le Trésor des Contes de Henri Pourrat « matériau inutilisable pour la science ». L'excellence littéraire de la langue française chez Pourrat, ne se retrouve pas dans cette nouvelle collection.

Depuis le supplice de la Royauté, la France spirituellement est coupée en deux, la république met beaucoup en œuvre pour nous séparer de l'ancien régime, particulièrement dans l'édition et l'éducation. Or, les contes sont de l'ancien régime, porteurs d'une France chrétienne et royale, avec eux c'est donc la France, toute la France, qui nous revient en mémoire, mais sous liberté encore surveillée, par la science.

La fable est le visage de la parole humaine. Ce visage, on nous l'a cassé, fragmenté en multiples genres littéraires.

La transcription machinale casse aussi le conte, ces deux exemples en seront témoins. La Marâtre, conte du premier volume du Languedoc, est une variante du Petit Poucet, mais réduite au prologue : « les enfants se perdirent, et le conte finit là ». La chèvre de la combe dans le volume des contes d'Auvergne, est une

variante du conte célèbre « Petite-table-sois-mise, l'Ane-à-l'or et Gourdin-sors-du-sac » que l'on peut lire chez Grimm ; le conte ici aussi est réduit au prologue.

Les chercheurs, les ethnologues, les folkloristes aboutiront toujours à de telles réductions, là ou Pourrat parachève.

Nous aimons les contes, il s'agit là d'un attachement charnel, comme notre amour de la terre et de la langue natales. Mais nous ne les comprenons plus et nous ne savons plus en trouver.

Ce qui est désirable, c'est le retour des conditions qui autoriseront la venue d'une véritable sagesse populaire, la venue des conditions qui autoriseront que le peuple de nouveau trouve des contes, naturellement.

Cette chanson bretonne (l'« ethnologue » appelle les chouans des « nostalgiques de l'ancien régime », il a la mémoire courte) nous apprend quelles sont justement ces conditions ; c'est un chouan qui la trouve et chante : « Si j'apprenais qu'la France allait élire un Roi (Rué, pour la rime) « L'on m'entendrait encor chanter sur le pavé « Si j'apprenais qu'la France allait élire Henri « L'on m'entendrait encor chanter à Pontivy. »

Quelle façon plus belle de trouver, de chanter l'harmonie d'un peuple et de son Roi, d'affirmer que les facultés d'invention littéraire dépendent du retour d'un gouvernement juste et royal, du retour de la monarchie populaire ?

Ghislain SARTORIS

Récits et contes populaires — Ed. Gallimard — 6 volumes parus : Cévennes, Auvergne, Languedoc (2 volumes), Pyrénées, Bretagne — En vente au journal : chaque volume : franco 39 F.



la n.a.f. en mouvement

opération 3000 points de vente

Comme tous les ans **Royaliste** ne paraîtra pas au mois d'août. A cela trois raisons principales : l'actualité est creuse et dépourvue d'intérêt, notre équipe de rédaction sera dispersée aux quatre coins de la France et nos militants et propagandistes ne pourront assurer d'une manière satisfaisante la promotion du journal.

Nos abonnés seuls recevront, courant août, une « Lettre royaliste » ou plusieurs si, par hasard, l'actualité l'exigeait.

En revanche nous avons un projet ambitieux. Notre dernier numéro avant l'interruption (n° 275 « spécial vacances ») paraîtra le 13 juillet et restera en vente dans les kiosques jusqu'au début du mois de septembre. Ce numéro qui touchera donc à la fois les vacanciers de juillet, d'août et de septembre nous semble particulièrement indiqué pour présenter et faire connaître la N.A.F. et **Royaliste**. Notre ambition est donc la suivante : mettre ce numéro en vente dans **3000 points de vente** spécialement choisis dans les lieux touristiques et les centres de villégiature.

Une telle opération ne va pas sans risque financier, car son coût est relativement élevé. Nos lecteurs savent bien que notre budget ne nous permet pas de prendre un tel risque. Cela serait très différent si une souscription nous assurait à l'avance la couverture financière nécessaire à cette opération. C'est pourquoi nous faisons, une fois encore, appel à votre générosité. Il nous faut 25 000 F seulement pour cela, mais très rapidement...

Envoyez vos dons au journal (C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris) en précisant « Opération 3000 ».

Après la percée que nous avons faite lors des législatives, après le succès de nos journées royalistes, nous pouvons facilement, si vous nous en donnez les moyens, élargir considérablement notre audience. Je compte donc sur vous.

Yvan AUMONT

AIX-EN-PROVENCE

Dîner-débat avec Bertrand Renouvin, sur le thème « Où va la N.A.F. ? » le mercredi 7 juin à 20 h, à la « Table du Graal », 22 rue Lacépède, Aix-en-Provence. Participation aux frais : 55 F (étudiants et chômeurs : 45 F). Inscriptions en écrivant à N.A.F. B.P. 38 - 13100 Aix-En-Provence.

DIJON

Dîner-débat avec Philippe de Saint-Rouert le jeudi 8 juin à 19h30 au « Villages hotel » 13, avenue Albert 1er (près tour Mercure) à Dijon. Participation aux frais : 55 F (étudiants et chômeurs 45 F). Inscriptions auprès de M. Nicolas Buisson, 8, rue Colonel-Marchand, 21000 Dijon.

les mercredis de la n.a.f.

Tous les mercredis dans nos locaux, 17, rue des Petits-Champs à Paris, à partir de 19 h 30 discussion libre autour du buffet, à 20 h 30 précises, début de la conférence ou du débat.

Mercredi 31 mai - « Le nucléaire », débat animé par Jacques Beaume.

Mercredi 7 juin - L'écrivain dans la cité », conférence de Gabriel Matzneff.

Mercredi 14 juin - « Bernanos vu par son fils », conférence de Jean-Loup Bernanos.

Mercredi 21 juin - « La chanson dans la vie », débat animé par François Viet, chanteur royaliste.

BRETAGNE

Le dimanche 11 juin, seconde journée « jeunes ménages » dans notre maison de la rue des Aubiers, hameau de Trieux par Augan (près de Ploermel) après la réussite de celle de l'an dernier. Thème : l'habitat breton. Participation de Michel Giraud (cellule Urbanisme) et de Dominique Kéranforest. Projection d'un montage audio-visuel. Les enfants peuvent venir sans risque : il n'y a ni autoroute, ni rocade, mais de l'espace et de la verdure...

Inscriptions auprès de la N.A.F. B.P. 2536-35025 Rennes cedex.

TRAVAUX DES CELLULES

Le compte-rendu des travaux récents de nos cellules de réflexion vient de paraître. Au sommaire de ce photocopié de 42 pages (n° 3 du Lys Rouge) : Urbanisme et cadre de vie - L'économie sauvage (présentation du prochain livre de Jacques Beaume) - Philosophie : l'itinéraire des nouveaux philosophes et une très copieuse étude de la cellule enseignement : Propositions pour l'école (20 pages). Disponible au journal - Envoi franco contre 8 F.

TOULON

Attention : la boîte postale de notre section a changé. Nouveau numéro N.A.F. - B.P. 612 - 83053 Toulon Cedex.

ADHEREZ A LA N.A.F.

Si vous partagez nos convictions, si vous désirez nous aider plus que par votre simple abonnement, n'hésitez pas à nous écrire pour demander les conditions d'adhésion au mouvement.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

éditorial

les

nouveaux

militants

C'était, il y a deux mois, le septième anniversaire de la fondation de la Nouvelle Action française. Et nous y avons à peine songé ! Il est vrai que, la campagne électorale terminée, il fallut préparer immédiatement les Journées Royalistes. Ce n'était vraiment pas le moment de s'arrêter pour mesurer le chemin parcouru. Et puis, l'oubli de cette petite commémoration ne montre-t-il pas que la NAF est toute entière à son projet et ne se préoccupe guère d'éveiller la nostalgie du « bon vieux temps » ?

Mieux que n'importe quelle évocation littéraire, les Journées royalistes ont permis de mesurer la distance qui nous sépare de nos débuts hasardeux. Tout le monde sait, maintenant, que nous en avons fini avec le sectarisme politique et idéologique contre lequel la NAF s'était créée. Et la diversité des militants et des sympathisants présents aux Journées nous définissait mieux que toute analyse : non seulement la NAF est une formation politique très différente des autres, mais elle ne saurait vivre sans la profonde diversité des origines sociales et politiques, sans les personnalités contrastées qui la constituent. Il serait ridicule d'en conclure que nous formons « l'abrégé d'un peuple » comme l'Action française le disait autrefois d'elle-même — et de façon fort présumptueuse. Mais peut-être peut-on voir dans la diversité et la spontanéité « nafiste », une garantie et une promesse. La composition contrastée de la NAF ne « prouve » pas seulement qu'elle peut rassembler autour d'un même projet des hommes et des femmes de tous les milieux et de toutes les traditions politiques, intellectuelles et reli-

gieuses. Elle nous protège des fanatismes et des délires qui sont trop souvent la caractéristique des minorités politiques. Elle nous protège du caporalisme, des niaiseries conformistes, des « litanies bêtes » comme de la technocratie : le royalisme ne sera plus cette « caricature bourgeoise et académique de l'esprit totalitaire » que Bernanos dénonçait autrefois.

A la NAF, il n'est pas possible de passer les militants au moule idéologique et d'en faire des machines à coller les affiches, parce que le combat politique tel que nous le concevons ne coupe pas les « nafistes ». Je leur milieu social, ne les sépare pas de la vie quotidienne, ne remplacerait pas leurs croyances. Parce qu'ils sont avant tout Lorains ou Bretons, parents, ouvriers, enseignants, lecteurs de Proudhon, de Gabriel Matzneff ou d'Aristote, ils ne se laisseront pas mutiler ou détruire par une machine politique, ils ne laisseront pas la NAF devenir une machine. Pour eux, pour nous, la NAF ne sera jamais une fin en soi, elle ne sera jamais le « groupe en fusion » où l'on s'aliène et se détruit, mais le moyen — contingent, éphémère — d'affirmer notre souci de justice et de liberté.

FIDÉLITÉ

Cette volonté de marquer les contrastes et de vivre nos différences ne risque-t-elle pas de diluer la NAF, d'en faire un magma informe sombrant peu à peu dans la contradiction et l'incohérence ? Le danger existerait, si tant de diversités ne se retrouvaient pas dans une même fidélité créatrice.

Fidélité des plus anciens à la tradition du mouvement royaliste — passée, comme il se doit, au fil de la critique. Car la tradition n'a jamais été le ressassement des idées et des actions du passé, mais la transmission de ce qui peut féconder l'avenir.

Fidélité surtout au Comte de Paris, non plus abstraite comme autrefois, mais approfondie par l'étude de sa pensée et la réflexion sur son action. En découlent notre refus de la guerre civile et du mythe du « coup de force » et la conception même d'une monarchie dont la légitimité sera populaire et révolutionnaire.

Fidélité qui transforme nos idées et notre action, sans jamais détruire l'essentiel.

Faut-il préciser que ces nouveaux militants et ce nouveau royalisme n'ont guère de points communs avec les gardiens d'une prétendue « doctrine » Maurassienne, qui mutile d'ailleurs scan-

daleusement la pensée de Maurras ? Comme nous ne concevons pas l'action politique comme une répétition hallucinée des gestes du passé, comme nous ne mettons pas les mêmes choses sous les mêmes mots — y compris celui de monarchie — l'unité de mouvements qui n'ont en commun que des souvenirs plus ou moins glorieux ne sera jamais qu'un vœu pieu. Il faut simplement souhaiter que beaucoup de royalistes fassent le même chemin que nous, ou découvrent des voies différentes. Le reste — bavardages d'« états-majors » fantômes, ratiocinations stratégiques, admonestations paternelles — ne nous intéresse pas.

PRESENCE

Et maintenant ? Devant nous la route est encore longue et certainement semée d'embûches. Nous pouvons à tout moment faire des erreurs de jugement, rencontrer des obstacles imprévus, manquer des occasions, trahir en toute bonne conscience le projet que nous prétendons servir. Et il n'y a, pour éviter les pièges de la pensée et de l'action, ni « théorie juste », ni schémas tout faits. Mais je dois dire, sans révéler aucun secret, que notre marche est aujourd'hui plus assurée parce que de semaines en semaines nos références se font plus sûres...

Malgré les improvisations premières, en dépit des difficultés rencontrées dans la recherche de notre identité, ce que nous avons ébauché en sept ans va peu à peu révéler son utilité. Non seulement l'action très « classique » des groupes de Paris et de province, qui nous a déjà permis de participer aux consultations électorales, de faire vivre ce journal, de sensibiliser un nombre croissant de Français à l'idée royaliste. Mais aussi le travail de nos « cellules » de syndicalistes, d'urbanistes, d'économistes, qui vont désormais enquêter sur le terrain des luttes sociales, écouter ceux dont la parole est confisquée par les politiciens.

Donc écouter, au lieu d'imposer des doctrines et des programmes. Mais aussi dialoguer parce qu'il n'est pas question d'interrompre le débat intellectuel engagé il y a sept ans. Mais aussi se préparer à affronter les prochaines échéances : sociales, puisque le chômage ne cesse d'augmenter, électorales aussi puisque, dans un an, les Français devront envoyer des députés à l'Assemblée européenne.

Il va sans dire que, dans chaque combat, sous une forme ou sous une autre, les royalistes seront présents.

Bertrand RENOUVIN